

Numéro de Mai 1963

M A G H R E B

ETUDIANT

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| EDITORIAL | 1 |
| PORTRAIT : L'AEMNA ET SES SYMPATHISANTS | 2 |
| OPINION : FORCE ET FAIBLESSE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE | 4 |
| ETUDE : NON A L'ASSOCIATION AU MARCHE COMMUN | 8 |
| RACISME EN UNION SUD-AFRICAIN | 13 |
| L'AFRIQUE D'HEUR ET D'AUJOURD'HUI | 15 |
| INFORMATION : LE COMITE DE PARIS | 19 |
| ACTIVITES DE QUELQUES FILIALES | 19 |

--:--

EDITORIAL

=====

Les lecteurs de notre bulletin nous ont rapporté certaines remarques quant aux articles que nous publions. En les remerciant de l'attention qu'ils témoignent, rappelons encore une fois que la rubrique intéressée porte le titre " d'Opinions", et dès lors les articles de cette rubrique ne valent que ce que vaut une opinion. Rien d'étonnant alors à ce que des controverses soient soulevées.... et nous nous en réjouissons même.

Nous nous en réjouissons en effet pour plusieurs raisons ; la nature même de notre association amène à faire de de bulletin un "bulletin intérieur" destiné au départ à informer l'ensemble des adhérents sur des points particuliers. A ce titre nos publications ne peuvent en droit susciter des critiques que dans la mesure où ces informations sont incomplètes et dès lors, nous nous réjouissons du complément d'information que les adhérents nous adressent.

Bulletin intérieur d'information, c'est aussi un bulletin de liaison. Personne n'ignore que plus de 5.000 étudiants nord Africains vivent dans les coins de France, souvent dans l'isolement maladif et un retrait qui hélas engendrent des élucubrations de tout genre et un manque d'information à l'origine de ces opinions qui tiennent plus du fantasme ou du délire que d'une culture véritable.

Ils devient dès lors du devoir d'une association tel que la notre de trouver un lien qui permette à ces 5.000 étudiants de se sentir aidés, secondés, dans l'union et la sécurité.

Il est permis de penser que dans ce domaine, le résultat est notable : l'AEMNA est une réalité et à ceux qui y trouvent à redire, qu'ils n'oublient pas leur poids de petite minorité, voire de "cas particuliers".

Cela dit nous nous réjouissons de la solidarité effective et de la réelle participation que tous nos camarades ont témoigné à maintes occasions.

Ce bulletin intérieur d'information et de liaison est aussi l'expression d'une "mentalité", d'un mode de pensée qui hélas n'a jamais été souligné. Il est en effet scandaleux que l'étudiant Nord-Africain en connaisse souvent plus sur "Bergson ou Kant" par exemple, ou sur les Classes sociales aux Etats Unis, ou sur le Romantisme en Europe (et les exemples abondent) que sur Lumumba, la géographie humaine de l'Afrique ou la pensée arabe.

C'est là la culture dira-t-on, mais si être cultivé c'est trouver réponse à tout, parler de tout. Alors ayons la simplicité d'avouer que nous ne le sommes pas. Si être cultivé c'est d'abord se rendre compte des impondérables, alors disons humblement que tout dans NOTRE réalité nous échappe.

Non ! la culture n'est pas l'érudition, elle n'est pas non plus "ce qui reste quand on a tout oublié", car alors il ne nous restera rien. La culture c'est d'abord ce qui donne cette sécurité dans l'abord des problèmes ; c'est à tous les niveaux, être capable de maîtriser les variables d'un champ d'action donné. Dès lors notre culture à nous Nord-Africains devrait nous introduire à agir sur la réalité qui est notre. Or ce qui nous fait défaut, c'est cette maîtrise des choses pour lesquelles nous sommes appelés à agir; Pour nous Nord-Africains c'est la connaissance de la "Nord Africanité" sur tous ses aspects qui nous importe.

On est toujours en droit de soutenir autre chose et nous ne faisons que pour le problème avec beaucoup de modestie. Dans ce cadre, le but d'un bulletin comme celui-ci semble être d'aider à exprimer notre réalité dans notre langage et notre mentalité propre : les Belles études de Levy Bruhl, de Margaret Mead plus récemment nous montrent qu'il ne sert de rien d'imiter; et que nous ne pouvons pas - je le regrette pour certains - nous "assimiler" à une culture et à une "nurture" qui ne sont pas les nôtres.

C'est pourquoi ce bulletin veut être l'expression des réalités nord-africaines et africaines. Tout ce qui concerne l'Afrique nous concerne et nous devons poser en clair tous les problèmes africains. Les informations que nous apportons ne sont toujours que provisoires et les opinions demeurent toujours "à discuter" en d'autres termes, c'est une façon de "laver en famille" notre linge sale.

A ceux qui n'y croient pas, rappelons comme dans l'article ici publié, que la critique est aisée et qu'il vaut mieux se sentir d'une communauté et l'admettre que de vivre en flotillant d'un négativisme absurde à une sécurité illusoire.

- La rédaction -

K.A.

P O R T R A I T

L'AEEMNA ET SES SYMPATHISANTS

Il existe à Paris une faune qui tend à se développer curieusement ces dernières années parmi le milieu étudiant. Je veux parler de l'armée des "sympathisants". Si dans la plupart des pays et pour la plupart des associations, le titre de "sympathisant" caractérise l'individu qui exprime quelques nuances seulement par rapport à l'opinion générale et du militant, mais qui n'en garde pas moins toute sa validité et toute son activité au service des idées qu'on professe, il en va très différemment du "sympathisant" du 115.

Ce qualificatif a la vertu magique de donner à son détenteur le droit absolu de ne rien faire, mais d'accéder sans vergogne et le poitrail en avant au restaurant et au bureau... Il ne faut surtout pas le contre-carrer ! De plus notre "sympathisant" n'assistera pratiquement jamais aux Assemblées Générales : "Pensez-vous, avec tous ces idiots qui y parlent tout le temps ! " ... ou encore : "Moi, je ne participerai jamais tant qu'il y aura des imbéciles au comité ! ..."

A priori, notre "sympathisant" ne participe pas aux cercles d'études créés pour étudier des problèmes particuliers. Ses cercles à lui, se situent dans les cafés du Boul'Mich ou de Saint Germain; quand ce n'est pas dans le confort douillet de sa piaule.

D'ailleurs qu'a-t-il à faire de ces commissions ? Il a opinion sur tout, connaît tout, parle de tout ! Drôle de mentalité.

Au fond, si le "sympathisant" restait dans ces limites, il put encore être sympathique.

Mais non ! Cette étiquette annihile chez lui toute velléité d'action et développe un caractère bien plus néfaste et insidieux : la critique systématique et permanente.

Pour se justifier à tout prix, il s'attache à démontrer aux oreilles assez bienveillantes pour l'écouter le bien fondé de sa position. Ainsi voyez-vous, il "mange mal... le 115, c'est sale... L'AEMNA, ça n'a pas de doctrine... et puis y a tellement ce cons dedans"... et puis il finit oui, disons le, par ajouter : "remarque mon vieux, bien heureusement qu'il dure... ce bon vieux 115"... "et puis, en tant qu'adhérent, tu parles, j'en connais quelque chose sur le 115".

Allez donc y voir clair !

Mais il est inutile d'insister sur les détails; le mal que peut provoquer un tel virus est clair, lui.

Alors qu'au Maghreb des choses se font mal et bien plus restent à faire, le nord africain de Paris, lui, sympathise.

A. KASSOU

OPINION

FORCE ET FAIBLESSE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

Tout le monde s'interroge sur le devenir de la révolution algérienne. Point culminant de la révolution anti-coloniale au court de la dernière décennie, dans un centre névralgique car à la croisée de l'Afrique, du Monde arabe et de l'occident méditerranéen, elle intéresse tous ces titrés tous les observateurs restés perplexes devant une telle complexité. Les réponses qu'on y apporte sont, sinon contradictoires, du moins très hésitantes.

Qu'en est-il en fait ?

I - L'héritage de la phase de guerre

Il est indispensable pour saisir la situation actuelle et scruter l'avenir de faire un bref retour au passé. Quelle fut donc l'héritage de la phase de guerre ? Un bilan malheureusement négatif :

- Sur le plan économique; ce sont les conséquences dévastatrices de la guerre - une guerre qui fut comme vous le savez et comme l'avait voulue une stratégie de névrosés - qui laissèrent un pays détruit, désorganisé, vidé, exsangue, donc dans la nécessité absolue de solliciter une aide extérieure.

- Sur le plan social; le déracinement et la désorganisation de la société algérienne, la liquidation physique de plus d'un million d'hommes, la disparition de plusieurs milliers de cadres.... handicaps énormes pour le redressement du pays.

- Sur le plan politique : et c'est sans aucun doute le facteur négatif le plus important qui pèse et qui pèsera d'un poids très lourd sur l'avenir de la nation algérienne; l'absence d'un parti structuré, organisé sur une base idéologique claire. En effet le FLN n'a été qu'un vaste rassemblement de toutes les classes et couches sociales qui n'avaient pour dénominateur commun que la lutte anti-coloniale. Aussi, le FLN n'a jamais pu formuler - ou plus exactement pratiqué - qu'un programme nationaliste. Les conséquences en furent que ni les militants ni les cadres, ni les masses n'ont été éduqués politiquement en vue de la lutte pour le développement de la révolution socialiste. Ils ne furent instruits que de la nécessité de la lutte anticolonialiste pour l'indépendance nationale. Les résultats furent qu'au lendemain de l'indépendance :

- le FLN - donc le but commun à tous - n'ayant plus de raison d'être en tant que tel, a volé en éclat laissant un vide politique des plus catastrophiques quant à l'avenir de la révolution.

- Les cadres et les masses - qui n'avaient pour éducateur que la lutte - se trouvèrent politiquement démunis pour poursuivre la lutte vers la révolution socialiste.

II - La Situation actuelle

C'est dans ce contexte économique-social et politique que finit par s'installer le pouvoir actuel - après de multiples luttes de classes, de tendances, de fractions - grâce à l'appui de la seule force structurée et organisée alors dans le pays, à savoir l'ALN de l'extérieur.

Quelle est la nature de ce pouvoir ? Quels sont ses rapports avec les forces intérieures et extérieures ? en un mot quelle sont les chances de révolution ?

A - Les forces en présence :

1) La bourgeoisie algérienne est une réalité et non un mythe. Elle possède de 2.800.000 hectares sur les 8 millions de terres cultivées (dont 2.700.000 appartenaient à la colonisation française). Son capital est passé au cours de la phase de guerre de 200 à 600 milliards de francs (anciens).

Depuis l'indépendance, une nouvelle bourgeoisie vient la remplacer. Nouvelle bourgeoisie qui se développe sur une bonne partie des biens laissés par les "pieds-noirs" (hôtels, cafés, commerces, ensembles logements, terres...). Cette classe cherche bien entendu à consolider et à étendre le domaine de la propriété privée et oeuvre au développement de la collaboration avec l'impérialisme.

2) Les forces plébéiennes : La classe ouvrière atomisée a le plus gros de sa masse (500 mille environ) dans l'émigration alors que les 300.000 restés dans le pays se sont retrouvés pour la plupart sans travail au cours de la lutte contre l'OAS et après le départ des Pieds-Noirs.

La paysannerie est dans une situation plus catastrophique encore. Elle compte 400.000 familles de paysans pauvres qui ne possèdent pas de terre suffisante qui leur permette de vivre. Et 600.000 familles absolument sans terre du tout. Il faut ajouter à cela que cette paysannerie ne possède pas de crédits, aucun moyen de culture moderne, aucun débouché intéressant pour la commercialisation éventuelle de leur production. Il est clair que la situation économique catastrophique de ces masses plébéiennes constitue un facteur d'instabilité permanente contre l'instauration d'un régime bourgeois et joue donc objectivement en faveur du développement de la révolution.

3) L'Impérialisme. La situation économique désastreuse de la guerre et les rapports du type colonial entre l'économie française et algérienne, ont mis l'Algérie dans la nécessité absolue d'une aide extérieure massive pour la refonte de son économie et son état.

Du côté français, les impératifs de la sauvegarde des intérêts essentiels de la bourgeoisie française. Tant en Algérie qu'au Sahara - poussent cette dernière à pratiquer cette politique d'aide et de "coopération" franco-algérienne.

C'est ainsi que les dirigeants algériens se sont vus attribuer pratiquement toute l'aide sollicitée - économique, financière, technique, culturelle : accord de 180 milliards de francs d'aide budgétaire pour l'année en cours ; Primes très importantes du gouvernement français pour l'envoi de techniciens, de médecins ; d'une fraction importante d'enseignants ; encouragement aux investissements privés, Enfin... on continue à ouvrir très largement le marché français aux principales productions algériennes : céréales, fruits, vins, produits miniers....

Les buts d'une pareille politique de la part de l'impérialisme français sont clairs; ils viennent essentiellement à travers cette aide - qui permet à l'économie algérienne de souffler - à maintenir d'une façon insensible et progressive (qui peut devenir irréversible) l'économie algérienne dans le cadre des mêmes rapports de domination, à contenir la révolution algérienne dans un cadre bourgeois et empêcher tout développement d'une vraie phase sociale.

L'établissement d'une telle situation économique crée les conditions objectives de la consolidation et du renflouement d'une bourgeoisie algérienne qui sera le facteur déterminant (en mal) de l'avenir de l'Algérie. Aussi impérialisme et forces bourgeoises se renforcent mutuellement et concourent à freiner le processus de la révolution.

4) Des bourgeoisies Nords-Africaines : tâche réactionnaire, l'impérialisme français et les forces conservatrices algériennes sont aidées et épaulées par les bourgeoisies marocaines et tunisiennes. Pour ces deux classes au pouvoir, le danger d'un développement heureux de la révolution algérienne est évident : Toute modification sociale et économique radicale en Algérie polarisera les masses Marocaines et Tunisiennes et mettra à l'ordre du jour le problème de transformations similaires dans les deux pays. C'est pourquoi nous voyons le Chef d'Etat Tunisien dans un de ses récents discours - applaudir et encourager - la coopération franco-Algérienne; C'est pourquoi le chef d'Etat Marocain prêche ardemment pour un ensemble nord-Africain intégré au Marché Commun Européen.

Pareille politique favorisera le renforcement de la bourgeoisie algérienne qui pourra ainsi étouffer dans l'oeuf tous les germes de la révolution.

5) L'Equipe dirigeante : Venue au pouvoir grâce à un concours de circonstances dont la plus déterminante a été le soutien de l'ALN des frontières, et nullement grâce à un soutien populaire ou à la force d'un parti politique, cette équipe continue à souffrir de ses origines et de son passé. Alliance conjoncturelle entre éléments de tous bords, dont le seul point commun a été la prise du pouvoir. Equipe hétérogène ne disposant d'aucun instrument de transmission de sa politique aux masses.

Aussi sa politique va-t-elle réfléchir cette situation :

- Politique contradictoire : des mesures anti démocratiques tels l'interdiction des partis socialistes, domestication des syndicats, d'une part; mesures sociales de l'autre, telle cette politique de "Terres vacantes" et de "Comités de gestion".

- Incapacité de mettre sur pied une organisation solide, un parti politique capable de continuer la révolution et d'exaucer les vœux des masses combattantes et ruinées.

B - Biens vacants et comités de gestions

Cette situation est caractérisée par :

- un pays dévasté, une économie désorganisée mettant l'Algérie dans la nécessité absolue d'une aide extérieure massive.

- un contraste entre une bourgeoisie renforcée et consciente de ses inté-

rêts et des masses populaires fatiguées et surtout non préparées politiquement à la lutte de révolution sociale.

- une équipe dirigeante très hétérogène en proie aux querelles intestines qui continue à souffrir de la réticence des masses propriétaires et d'un grand secteur de la "gauche".

- surtout l'absence d'un parti politique structuré et révolutionnaire seul capable d'entraîner les masses dans le combat sur la révolution socialiste.

- un impérialisme français puissant et habile ayant compris la nécessité de "tendre la perche" à l'Algérie sans la heurter de front afin de créer le climat économique-social et la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, seule garantie des structures capitalistes et des rapports extérieurs de type colonial. Aidée en cela d'une façon active et consciente par les bourgeois Tunisiens et Marocains.

Pareille situation donc, aurait dû conduire quasi-indubitablement à la liquidation de la révolution, si ce n'était l'apparition d'un élément nouveau imprévue et imprévisible, que constitue l'affaire des "Biens vacants".

En effet le départ affolé et précipité du gros de la colonie européenne au lendemain de l'indépendance, avec abandon de ses biens, a créé une situation nouvelle tant pour le pouvoir que pour l'impérialisme que pour les masses. Le début d'occupation par les masses d'une partie de ces biens qui sont importants (un million d'ha de terre nombreuses réserves, quelques milliers de logements) crée un nouveau foyer révolutionnaire. Par l'appropriation et la gestion collective en négation totale de la propriété individuelle privée, base du régime capitaliste, une nouvelle chance est offerte à la Révolution Algérienne.

III- Les Perspectives : Mais il faut bien comprendre que cette chance donnée à la révolution par la nouvelle condition objective que constitue l'affaire des "Biens Vacants" et des "Comités de Gestion" n'est qu'un sursis provisoire, qu'un nouveau délai accordé aux forces de gauche pour s'organiser en vue d'une lutte pour le développement de la révolution - faute de quoi c'est à nouveau l'échec. Les forces coloniales conjuguées et conscientes continueront leur travail de blocage, de sabotage et remettre l'Algérie dans une situation réellement néfaste.

Cette coalition des forces bourgeoises et conservatrices doit être drainée; puis contenue et combattue par la masse socialisante. D'où l'urgence extrême d'une organisation capable de guider la masse et d'organiser consciemment les forces progressistes. C'est à dire la nécessité absolue :

1° - De la constitution d'une tendance organisée au sein des organisations nationales et politique englobant toutes les forces révolutionnaires, aussi bien celles se trouvant dans l'appareil du pouvoir que celles qui sont restées à l'écart jusqu'à présent, sur la liste d'un programme d'action pour le développement continu de la révolution.

2° - De la coordination de cette lutte avec celle que mène l'avant garde révolutionnaire tunisienne et marocaine contre leurs bourgeoisies respectives.

A ces deux conditions, réalisées à bréf délai, la révolution algérienne pourra voir ses chances demeurer sérieuses et par là-même entraîner dans le tourbillon Maroc et Tunisie.

F.K. (Etudiante)

ETUDE

NON A L'ASSOCIATION AU MARCHE COMMUN

Après l'alerte lancée à ce sujet par M. Bouahid lors du Séminaire d'Alger, nous croyons nécessaire de présenter nos lecteurs une mise au point sur la question.

Il est en effet d'un intérêt primordial pour les Etats du Maghreb de considérer très sérieusement ce "problème essentiel venant d'une nécessité", à savoir les relations du Maghreb et de la C.E.E.

La Communauté Economique Européenne est une unité intégrée, différente du reste du monde qui a ses caractères, ses lois, ses statuts.

1 - Ses caractères : Avant tout elle est Européenne : Par le traité de Rome de 1958, seuls les pays européens peuvent en être membre à part entière. Tout autre état ne peut prétendre qu'à une "association", encore faut-il que tous les partenaires de 1er ordre l'acceptent. Une communauté européenne donc qui groupe, aujourd'hui six pays, demain peut être 7, ou 8 même 9 partenaires européens.

En second lieu, c'est une communauté économique : les pays intégrés à ce jour constituent un marché intérieur européens de près de 180 millions de consommateurs. Personne n'ignore maintenant qu'en 1969 s'établira entre ces pays une libre circulation totale à la fois de tous les produits et de la main d'oeuvre. Les droits de douanes sont progressivement réduits : 58-62 et 69 marquent les étapes de cette réduction et 1970 sera l'année où les droits de douanes et corrélativement tout contrôle douanier disparaîtront.

Cette avantage économique notable n'intéresse bien évidemment que les pays - et encore une fois, des pays européens - qui constituent dès lors ce qu'il est convenu d'appeler "le Marché Commun". En effet entre ce marché commun et le reste du monde, contre le marché commun et d'abord les pays qui ont avec lui des relations commerciales importantes - et spécialement l'Afrique - s'établit une barrière douanière de plus en plus rigide et outrancière, une sorte de gaine protectrice continue et indissoluble. Cette barrière douanière extérieure est et restera sur le plan économique, une arme stratégique, un facteur de persuasion, indéniable. Pour les pays dont l'économie est affiliée à celle de cette Europe unie et préservée, une telle structure ne peut qu'être une gêne, plus encore, une ruine de leur commerce extérieur, de leur économie tout court.

Cette union européenne économique est aussi une union politique. Personne n'ignore plus un effet que le marché commun actuel n'est que l'infrastructure d'une communauté politique. Il faudrait peut être rappeler toute la dialectique marxiste entre le Politique et l'Economique ; Nous nous limitons à des constatations de faits. Une libre circulation de la main d'oeuvre - pour ne voir que cet aspect - ne peut se réaliser qu'entre des pays ayant des buts communs, des idéaux communs, une politique commune. Et déjà, aux nombreuses allusions faites à cette "Europe politique" dans les discours d'un certain Chef d'Etat, il faudrait joindre les difficultés que la Grande Bretagne rencontre dans ses projets d'association. Elle y entrera un jour, c'est très certain, à certaines conditions. Ces conditions sont d'abord d'ordre poli-

tique... dont la plus exprimée est l'abandon d'une force de frappe nationale.

La raison en est bien simple : une association au Marché Commun implique un engagement politique.... Car l'Europe, telle que la veulent ces messieurs veut s'assurer un ~~leadee-schhip~~ leadership sur tous les plans. Il s'agit de constituer un bloc uni et fort, avec ses armes de persuasions, sa force de frappe, ses monopoles, son marché...

Dès lors, il devient intéressant de jeter un rapide coup d'oeil sur l'état des rapports des pays du Maghreb avec le Marché Commun.

2 - Les rapports : Nous ne parlerons pas des rapports politiques : l'histoire nous a lié à cette Europe de la démocratie et de la Culture. Nous ~~déplorons~~ simplement que nos Etats ne soient pas autre chose que des satellites, des vaches laitières, sucées, desséchées et ravagées par des dragons encore plus vaches. Il est à déplorer aussi que nos gouvernements, ou certains d'entre eux, ne réalisent pas encore que tous ces "grands" ne nous veulent point de bien, ne nous regardent que pour nous clouer encore plus dans l'impuissance....

Restent les rapports économiques : plus de 60% des exportations Marocaines et Tunisiennes vont pour la C.E.E. Pour l'Algérie, ce n'est pas 60, mais 80%. S'il fallait inclure la Grande Bretagne dans cette Europe en question, les chiffres deviennent 75 et 85%. Les principaux produits exportés sont les mêmes pour les trois pays à peu de chose près : ce sont d'abord les céréales (blé dur et orge principalement) les Agrumes, les vins. Bien sûr, pour les vins par exemple, l'Algérie a produit 19 000 Hl en 1954 pour en exporter 17 000; pour l'Orge, le Maroc a produit 18 100 m.qx en 1954 pour en exporter 14.000. Mais ces variations pour les différents pays ne font qu'aggraver la situation et relever les proportions exportées, en donnant une image suffisamment objectives pour le reste du commerce extérieur agricole.

Pour les produits miniers, les proportions sont encore plus fortes. Le charbon, le fer et les phosphates, plus les pétroles et le gaz pour l'Algérie spécialement constituent les exportations essentielles (en minerai brut c'est évident).

Pour les importations d'ailleurs, le problème reste le même. Nous ne faisons qu répéter après tant d'autres que 80% des échanges se font avec cette Europe. Cette situation, que les temps et ce qu'ils appellent "leur indépendance" n'ont point changé, est pour le moins très anormale.

Les choses étant donc ce qu'elles sont, rien de surprenant dès lors à ce que l'Europe envisage notre association au marché commun. Elle nous conseille, elle nous appelle... pour nous associer... d'autres diront plus objectivement qu'elle nous menace. Qu'est-ce à dire.

L'ASSOCIATION : Il n'est peut être pas vain de rappeler ici quelques faits et d'éclaircir aux yeux de tous, tous les tenants et aboutissants d'un traité d'Association. Telles qu'elles ont été établies dans les Conventions de 1959 à Rome, puis précisées et codifiées par les accords de janvier 1962, les relations possibles du monde extérieur avec le Marché Commun peuvent avoir plusieurs aspects.

Nous avons rappelé au début les conditions d'appartenance en tant que membre à part entière. Cet aspect ne nous intéresse guère ici puisque nous sommes exclus par définition même d'une telle perspective.

Le second aspect est le traité d'Association qui règle en un sens le problème de la participation des pays de la zone du libre échange. Le cas particulier de la Grande Bretagne est très significatif. Disons encore une fois qu'elle accèdera au marché commun sans aucun doute.

Mais déjà on envisage l'association de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal... Ils y seront un jour sans doute non plus. Et l'on parle aussi de l'intégration des pays du Maghreb. L'Algérie plus particulièrement semble très favorable à cette Association, le Maroc flirte depuis longtemps déjà sans se décider définitivement, la Tunisie est encore velléitaire et semble la moins pressée pour conclure des accords.

Le titre de cette mise au point crie pour le refus de cette Association ; la jeunesse maghrébine et les étudiants en particuliers n'ont pas manqué de manifester plus que leur désaccord, leur méfiance vis-à-vis d'une solution qui, a long terme, constitue le cercueil tout mesuré de leurs espoirs et de leur peine.

Il est en effet flagrant qu'une Association du Maghreb au Marché Commun est l'abandon même des principes nationaux d'indépendance et de relèvement. Le Marché-Commun Européen, dominé par l'idée d'auto-suffisance et de préférence, puisqu'il s'agit de satisfaire le marché de l'Europe en priorité, n'est qu'une forme moderne et astucieuse des vieilles conceptions colonialistes et capitalistes qui avaient naguère enfantées les colonies et les comptoirs. En d'autres termes, le traité d'Association est l'homothétique d'un traité de colonisation : il est peut être plus séduisant... Il est d'abord rapace !

LE COMMERCE DU MAGHREB

| | Importations | | Exportations | | Balance | |
|---------------------------------|--------------|-------|--------------|-------|---------|--------|
| | 1958 | 1960 | 1958 | 1960 | 1958 | 1960 |
| MAROC - en milliards de Dirhams | 162 | 209 | 145 | 179 | - 17 | - 30 |
| ALGERIE - Millions de NF | 4.788 | 6.245 | 2.013 | 1.947 | -2775 | -4298 |
| TUNISIE - Millions de Dinards | 64.8 | 80.1 | 64.4 | 50.2 | - 0.4 | - 29.9 |

En effet, le traité d'Association étudié soigneusement dans ses deux clauses principales, laisse tout au moins songeur, mêmes les non-épris de nationalisme, même les néo-colonialistes. Voyons un peu ce qu'il implique :

1° - La circulation des produits : D'une part, nos produits accéderont au Marché Commun sans subir les barrières douanières; a première vue, ce point est d'une importance primordiale pour les pays comme le Maghreb.

D'autre part, les exportations de la C.E.E. vers le pays Associé ne sont évidemment pas affranchies; et enfin la C.E.P. est en droit d'implanter n'importe quelle usine dans tout pays associé.

Qu'est-ce à dire ? En considérant que ces clauses sont les mêmes pour tous les pays, cette simple extrapolation met le Maghreb en concurrence avec l'Espagne et l'Italie par exemple. Cela veut dire que, pour ce qui est de nos produits agricoles, il faut avoir des prix compétitifs et subir la concurrence de pays techniquement au

au point.

En plus de cette incertitude complète pour nos produits agricoles, il y a l'emprise sur notre économie dans tous ses secteurs des capitaux étrangers et des investissements privés imposés par le traité d'Association. S'associer, c'est accepter la domination étrangère, le dirigisme économique et politique, l'asservissement la dépendance. Une industrie investie n'est pas nécessairement un facteur positif de développement.

2° - La coopération : Tout pays associé peut bénéficier d'une aide de la part de la C.E.E. Une aide financière principalement bien sûr. Mais cette clause n'a de sens que placée dans la réalité des faits. Or les faits prouvent deux choses : d'abord que l'on ne peut compter sur l'investissement spontané de l'extérieur ; les contre-parties d'une participation du capital étranger dans un plan de redressement national n'en rendent les conséquences que plus sinistres. L'expérience est là pour le démontrer.

Ensuite, cette aide, encore qu'elle ne soit que simple promesse dans la plupart des cas, est toujours dérisoire, de 1963 à 1968, la C.E.E. prévoit 700 millions de dollars de prêt pour tous les pays africains associés. Quelle dérision ! et n'insistons pas !

Quant à la circulation de la main d'oeuvre - second aspect de cette clause de coopération - c'est à la fois une utopie et une tricherie. Utopie car elle exige l'accord unanime de tous les membres à part entière pour le secteur européen ; tricherie car pour les pays tiers, il n'en est pas question ! Et d'ailleurs une circulation libre de la main d'oeuvre ne peut qu'être ruineuse pour les pays associés en rendant difficiles et le commerce extérieur et le capital national.

Ainsi toute la politique d'industrialisation, tout changement de structure, toute réforme et par là toute planification probable devient une fonction du traité d'Association et non plus du seul état intéressé. Conséquence d'autant plus grave que le Maghreb - et l'Algérie particulièrement en tant que pays vierge - n'existera qu'à travers une révision des structures de pays qui le composent.

L'Association pour le pays tiers c'est en résumé des promesses dérisoires et des contre-parties décisives. Combien même des avantages économiques potentiels nous tenteraient, nous maghrebeins, nous allons en définitive nous trouver par cette association, devant une situation difficile et précaire - difficile ; nous resterons un partenaire de second ordre - précaire : un traité d'association, un avantage acquis, une situation qui nous engage en bloc, peuvent toujours être mis en cause..., sans espoir.

La situation devient encore plus grave et plus tragique quand nous débordons ces considérations purement économiques pour envisager les aspects politiques du traité d'Association. Nous avons dit que l'aspect politique de la Communauté est inéluctable ; le traité d'association est un engagement politique, un alignement. Pour le Maghreb, c'est le désespoir !

Si donc nous optons pour la non association, si l'association nous semble une solution, non seulement précaire, mais dangereuse, qu'elle est donc la vraie solution ?

3° - La Solution : Elle se dégage des faits eux-mêmes. Sans porter ici de jugement sur telle ou telle système qu'elle qu'elle soit, même Lapalisse dirait que la solution à préconiser est celle qui procure les plus gros avantages et le maximum d'intérêt pour le Maghreb. Or, le fait est que l'Economie du Maghreb est encore dépendante de la C.E.E., et de la France en particulier : d'une part, 60 à 80% du commerce extérieur se fait avec le Marché Commun, d'autre part, la balance commerciale est toujours déficitaire (cf. tableau). Notre but est dès lors de rétablir l'équilibre de la balance d'une part, d'augmenter la valeur de nos exportations de l'autre. Nous avons vu que le traité d'association n'est pas une solution : Il ne peut être une solution que dans l'immédiat et pour une courte durée; mais c'est compliquer d'autant notre avenir : c'est ce que les lignes qui précèdent ont essayé de montrer.

Cependant, la C.E.E. est une réalité dont il faut tenir compte et à laquelle de toute façon il faudra faire face. Mais il faut normaliser nos rapports avec cette communauté. Les 80% d'Exportation ne sont pas normaux et "nous ne pouvons avoir une véritable coopération avec cette Europe" (Bouabid).

Comment normaliser nos rapports ? Comment réduire le taux des exportations avec la communauté ?

a - Tout d'abord, prospector les autres marchés mondiaux, rechercher pour nos produits des débouchés ailleurs que dans la Communauté Européenne. Prospector les pays européens non-intégrés, par exemple; quelques bons résultats favorables ont été obtenus par certains pays d'Afrique Noire. Prospector - et pourquoi pas ? - les pays de l'Ouest et plus spécialement les petites républiques d'Amérique; l'exemple du Japon est très instructif. Prospector enfin et surtout, les pays de l'Est qui constituent une immense et insatiable marché pour les produits africains plus spécialement. C'est ce bloc de l'Est, l'expérience a montré des taux d'exportation Maghrebines de 15%, et encore aux années les plus heureuses. Or, ce taux est ridiculement faible par rapport à la capacité d'absorption de ce marché extérieur de l'Est. Il est plus que souhaitable, il sera nécessaire, de relever ces taux d'exportation. Cela ne peut se faire évidemment sans une clarification de la situation : en effet, nos rapports avec l'Est sont bloqués par le peu de commerce extérieur, disons le peu d'importations, que nous entretenons avec eux : dès lors les accords se rétrécissent, les volontés se découragent. Et les importations sont faibles - souvent nulles - parce que nos propres circuits commerciaux se trouvent entre des mains ou sous la coupe des finances étrangères... peu favorable pour un commerce avec l'Est.

De ces quelques évidences se dégagent deux principes d'action absolument primordiaux :

- nationalisation des circuits commerciaux
- reconversion du commerce extérieur

Ces deux impératifs conditionnent selon nous l'avenir de l'économie nationale, l'avenir de la politique économique nationale. Il faut que le commerce extérieur soit nationalisé et contrôlé. C'est la condition sine qua non pour avoir des rapports normaux avec l'extérieur, pour acquérir la véritable indépendance économique.

Pour résumer disons que dans l'état actuel de son économie nationale et de ses rapports avec l'Europe, le Maghreb ne peut trouver aucun avantage à s'associer au Marché Commun Européen : le traité d'association qui ne lui offre que des avantages potentiels ou des promesses dérisoires en exigeant des contre parties décisives, l'oblige en effet à une dépendance économique et politique totale.

Quelle que sera son orientation future, quelle que sera son affiliation idéologique, le Maghreb doit nationaliser et reconvertir les circuits commerciaux d'abord, harmoniser ses rapports avec l'Europe et accroître la valeur d'échange de ses exportations ensuite.

par K. Ahmed.

RACISME EN UNION SUD-AFRICAINE

L'Union Sud-Africaine est peut-être le pays le plus hautement développé du continent africain. Son industrie, son commerce et son agriculture n'ont pas leur pair en Afrique. Par contre, ce pays est politiquement installé et désuni et l'on peut dire, à coup sûr, de son niveau social qu'il est un des plus malheureux dans le monde.

La question de couleur est prédominante et l'incapacité des différents groupes raciaux à élaborer une vie harmonieuse en commun pourrait bien aboutir à l'effondrement de leur société. Quelque 13 millions d'hommes vivent en Union Sud-Africaine sur lesquels 8 millions et demi sont de descendance européenne et quelque 500.000 indiens. Quoique ces groupes aient vécu côte à côte depuis deux cents ans il n'y a que peu de contact entre eux. Cette ségrégation et cette mentalité d'apartheid est tellement absurde que les blancs eux-mêmes sont divisés entre eux : Les écoles séparées sont destinées aux Européens de langue anglaise et à ceux de langue Afrikans (c'est à dire ceux d'origine hollandaise). Quoique le mythe de la supériorité raciale ait été presque entièrement rejeté dans le monde entier, il est à la fois désappointant et tragique que cette doctrine soit encore fermement ancrée dans une petite partie de l'Afrique. Mais ce qui semble ironique à certains c'est le fait que tout ce qui est entrepris en Afrique du Sud pour entretenir et maintenir la Ségrégation contient en lui-même les germes de sa propre destruction. Au fur et à mesure que la politique de Ségrégation exécuté par le Docteur Verwoerd, Premier Ministre d'Union Sud-Africaine, devient extrême et incessant, le mécontentement qu'elle engendre et qui provoquera sa ruine prend de l'ampleur.

Un Européen en visite dans le pays a comparé l'Afrique du Sud à un énorme asile lunaire et l'on peut comprendre sa réaction. Chaque chose est soignée et faite en double exemplaire comme pour pourvoir aux besoins d'une schizophrénie raciale.

Les postes, les gares et même les ascenseurs ont des entrées distinctes pour noirs et blancs. Les écoles, hôpitaux, trains, les terrains de tennis, les buts, les hôtels, les quartiers résidentiels sont distincts pour les deux principaux types de couleur. Même le sang destiné aux transfusions. En contrepartie il est peut-être inutile de mettre en relief que la richesse économique, le travail qualifié, le vote des membres du Parlement sont tous monopolisés par les blancs. Celui, blanc ou noir, qui protesterait et demanderait des Droits humains pour tout membre de la Communauté est taxé "d'agitateur".

L'un des plus grands groupes d'opposition à la politique d'apartheid du gouvernement et l'Union Nationale des Etudiants Sud-Africaine (N.U.S.A.S.). Elle comprend quelque 18.000 étudiants, et combat pour la réalisation d'une démocratie complète en Afrique du Sud, telle qu'elle est définie par la charte des Droits de l'homme des Nations Unies. Le N.U.S.A.S. a été particulièrement actif à combattre les politiques raciales du gouvernement Sud-Africain sur le plan de l'Education. Nous avons accusé la politique universitaire du gouvernement d'être purement et simplement une entreprise d'endoctrinement des enfants afin qu'ils acceptent la doctrine de l'apartheid.

A ce sujet peut-être serait-il juste d'exposer brièvement quelques uns des arguments utilisés par le gouvernement pour justifier sa politique d'apartheid. Jusqu'en 1950 environ ces gens qui militaient en faveur de l'apartheid le faisaient

en termes hautement répressifs. Ils déclaraient très patement que si les sections non blanches de la population n'étaient pas rigoureusement contrôlées et enrégimentées elles prendraient la direction du pays, et que ceci en d'autres termes signifierait qu'elles assouviraient leur vengeance sur ces blancs qui leur ont causé toutes les souffrances. La psychose de panique typique qui va de pair avec toute situation dans laquelle la domination d'une classe par une autre. Cependant, alors que l'opinion mondiale se dressait contre l'Union Sud-Africaine et particulièrement quand les Etats-Unis commencèrent à lutter contre la discrimination raciale, les racistes d'Union Sud-Africaine jugèrent inopportun de poursuivre la théorie bruyante de la politique de puissance esquissée ci-dessus et une nouvelle théorie fut élaborée : cette dernière déclarait que chacun des différents groupes de couleur du pays ayant sa culture propre avait le droit de l'entretenir et que la suppression de la ségrégation signifierait tout simplement la destruction d'une ou l'autre de ces cultures. La seule solution consistait à diviser le pays en différentes régions de manière à fournir une partie à chaque groupe et dans lesquelles chaque groupe pourrait exercer une pleine autonomie : ainsi préserver sa propre culture et manière de vie.

Il est sans doute inutile de dire que la réalité de la vie en Afrique du Sud diffère notablement de cette théorie. Un exemple? Les Africains qui constituent les 70 p.100 de la population et qui ont contribué depuis longtemps à la croissance de la richesse nationale doivent recevoir pour "patrie" quelque 13 p. 100 du territoire d'où sont absentes toutes réserves minières qui ont assuré le développement économique de l'Afrique du Sud depuis 80 ans. Un autre exemple de l'incapacité de cette théorie à se conformer aux réalités de la vie est l'attitude du gouvernement à l'égard de la communauté indienne. Un grand nombre d'Indiens vivent en Afrique du Sud depuis 4 ou 5 générations et sont des sud-africains à tout point de vue; cependant le gouvernement maintient tout bonnement que ces 500.000 hommes ne sont pas de sa responsabilité.

En outre, l'erreur qui est à la racine de cette doctrine et les partisans de l'Apartheid le suivent parfaitement, consiste en ce que la conservation d'une culture propre est absolument insensée si le gouvernement dispose de tout le pouvoir pour décider de ce qui est exactement la culture des Africains, etc... Ainsi trouvons-nous que le Gouvernement a décidé de reconstruire et d'imposer aux Africains contre leur volonté un système tribal arriéré et anti-démocratique. Ceci, au moment même où le tribalisme était presque enterré en Afrique du Sud et qu'il est rejeté dans les pays africains nouvellement indépendants.

La réintroduction d'un tribalisme est soi-disant destinée à protéger la culture des Africains, en fait elle constitue une tentative de détourner les peuples opprimés d'Afrique du Sud, des idéaux de démocratie moderne et d'assurer qu'ils deviendront un complément docile et facilement contrôlable de leurs "maîtres" aux esprits apartheid. Ainsi nous trouvons, dans le domaine de l'éducation, que le gouvernement contrôle l'"Enseignement Bantu". (Bantu est le nom officiel des Africains en terminologie gouvernementale); que le contenu de l'enseignement diffère notablement de ce qui est enseigné dans les écoles blanches. Dans le cadre de l'"Enseignement Bantu", l'histoire a été remplacée par des contes et des légendes sur les vieilles tribus africaines et les vieux chefs; en géographie, l'enseignement se borne à n'apprendre à l'enfant africain que son diskort et comment en user avec les autorités locales. Ces deux exemples sont tirés de l'enseignement primaire pour les Africains. Il est également significatif que davantage de temps soit imparti à entraîner les enfants africains aux travaux manuels. On trouve l'exemple le plus démonstratif en soi-disant intérêt porté par le gouvernement au progrès de la communauté africaine dans les statistiques concernant le budget consacré à la scolarisation des blancs et des Africains.

Quelques 25 millions sont attribués à l'éducation de la fraction blanche qui ne comprend, rappelons-le, que 20 p. 100 de la population totale, tandis que 8 millions 1/2 sont seulement attribués à l'éducation des Africains comprenant 70 p. 100 de la population. Bien plus, il a été décrété que tout accroissement de ce qui est dépensé pour l'éducation des Africains ne pourra provenir que de la population africaine elle-même. L'Afrique du Sud est peut être le seul pays au monde où la partie la plus déshéritée de la population doit payer ses propres services alors que la fraction la plus riche de la communauté jouit d'un enseignement libre et obligatoire.

Cette absurdité est même portée à un plus haut degré dans l'enseignement du supérieur et c'est cela que l'effort le plus important de la campagne de la N.U.S.A.S. contre le gouvernement a été porté. Depuis 10 ans, la N.U.S.A.S. dirige une campagne de masse pour protester sur le plan national comme sur le plan international, contre les tentatives du Gouvernement d'empêcher les étudiants non-blancs d'entrer dans les Universités mixtes de Johannesburg et du Cap. Le Gouvernement envisage de créer pour ces étudiants non-blancs un certain nombre de collèges sur la base de la tribu. Les collègues n'accepteraient que les personnes appartenant au groupe tribal pour lequel ils ont été édifîés.

Ceux-ci seraient soumis complètement au contrôle du Gouvernement. Les professeurs peuvent être arrêtés et emprisonnés s'ils disent quoi que ce soit susceptible de jeter le discrédit sur l'un ou l'autre des départements du gouvernement. En fait la similitude entre ces collègues de tribu et les Universités en Hongrie avant l'Insurrection de 1956 est remarquable.

Ces centres étatiques d'endoctrinement de plus ne dispensaient que des cours très limités et seraient désespérément sous-financés prouvant ainsi des facilités complètement inadéquates.

Néanmoins la principale objection de la N.U.S.A.S. : toute ségrégation est vicieuse et injustifiable. Dans toutes nos manifestations, marches, meetings, publications, etc... nous avons mis l'accent sur le fait qu'il est du droit de tout étudiant, quelles que soient sa race, sa couleur ou sa confession de recevoir un enseignement égal sans discrimination.

Le décret qui visait à introduire la Ségrégation dans les Universités d'Afrique du Sud est maintenant devenu une loi, mais ce fait n'arrêtera pas la N.U.S.A.S. Lors de notre dernier congrès en juillet de cette année, nous avons pris la décision de hausser notre campagne de protestation. Nous croyons et nous espérons que dans cette voie une petite organisation comme la nôtre puisse aider à garder vivante la recherche d'une Afrique du Sud libre et Démocratique.

par M. GUNTHER

"L'AFRIQUE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI"

Angola, Mozambique, Guinée Portugaise, Afrique du Sud... voilà des noms que les peuples colonisés ou ex-colonisés ne sauraient, en aucune façon, oublier, parce qu'ils évoquent, en 1962, un problème capital, le problème du colonialisme, que d'aucun veulent inexistant et qui pourtant dure depuis 500 ans.

Le colonialisme en effet a une théorie économique politique et sociale, inventée par des hommes pour imposer leur domination à d'autres hommes et assurer, ainsi par égoïsme, leur propre développement. Je sais, on me répondra que "les colonialistes ont apporté aux colonisés la civilisation, les routes, les hôpitaux, l'augmentation de la population". Ce refrain monotone, qui de nous ne l'a entendu chaque

fois qu'il met en cause le système d'exploitation colonial. Il ne suffit pourtant pas de s'accrocher à cette idée, le problème qui se pose, en admettant même la validité d'une telle assertion, reste entier, à savoir : le système d'exploitation colonial était-il indispensable pour parvenir à un tel résultat ? En d'autres termes, sans la colonisation, les peuples colonisés seraient-ils encore aujourd'hui, des barbares, des primitifs ? Y aurait-il plus ou moins de routes, d'écoles, d'hôpitaux ? on peut poser une question du même genre : sans le nazisme, l'homme aurait-il ou non inventé le système des fusées.

Pour détruire cet argument usé des théoriciens du colonialisme, on pourrait donner des exemples, mais cela nous entraînerait trop loin, ce que nous ferons, c'est examiner et analyser l'argument avancé. On peut poser cette question : les entreprises coloniales ont-elles fait avancer nos sociétés ? c'est là un lieu commun pour justifier une domination politique et économique.

On a cherché à expliquer la colonisation par le fait que les pays colonisés étaient en retard sur les pays colonisateurs. Pour répondre à cet argument, donnons la parole à Maurice DELAFOSSE (Les Nègres page 9) : "Sans doute certaines coutumes subsistent ça et là parmi eux (les nègres) que nous considérons comme des vestiges d'une cruelle barbarie. Mais sans remonter aux Celtes, nos aïeux, qui n'ignoraient pas les sacrifices humains, sommes nous en droit d'affirmer qu'une civilisation qui tolère et même exalte la guerre, soit plus élevée que celle qui tolère et même exalte l'immolation des victimes humaines à la Divinité ? Je ne parle pas de l'esclavage car, sous ce rapport, les peuples européens ont été, il y a pas longtemps, plus cruels et plus barbares que ne se sont jamais montrés les peuples noirs dans leurs coutumes proprement autochtones".

Evidemment, pour certains une bombe tombant sur Hiroshima est moins barbare qu'un sacrifice humain - question de point de vue....

D'autre part, au Moyen-Age les peuples d'Afrique, comme en témoigne l'écrivain arabe Ibu Babouta, savaient travailler le fer - on trouvait dans la région qui s'étend du Sénégal à l'Ethiopie, des fourneaux à creuset - le cuivre, l'or et le bronze, certes, les peuples colonisés ne le développaient pas tous d'une façon égale. Mais quel drame à cela, le monde d'aujourd'hui nous montre bien ce décalage dans le développement de ces pays, ne serait-ce que dans le domaine des recherches spatiales et atomiques.

Il faut aussi se garder d'une certaine exagération. On parle de "barbares" et de "primitifs" mais ce n'est pas ce que Gaston ARTIN a constaté quand il a abordé les côtes d'Afrique. En effet dans "Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises" (p. 57 - 61 PUF), il écrit : "En fait, les "sauvages" à qui nos négriers ont à faire, ont une organisation sociale suffisante et sont politiquement évolués pour qu'il soit possible de conclure avec eux des convention de quelque valeur".

Si donc au début de l'ère de la colonisation, les peuples colonisés étaient effectivement en retard par rapport aux peuples avancés d'Europe et d'Asie, il est évident qu'il ne l'étaient pas par rapport à l'histoire des peuples du monde. Evidemment, les divagations racistes de certains illuminés les ont conduit à traiter les peuples colonisés d'êtres inférieurs.

Que des routes, des écoles, des hôpitaux, des ports aient été créés et construits, ce sont là des faits importants, indéniables dont il convient de tenir compte. Mais une question se pose : Pourquoi ces créations ? au profit de qui ? Nous ne voulons ici aucun procès d'intention, nous donnerons la parole à ceux qui ont fait la colonisation. Parlant à un public Français, nous ne parlerons ici que des Français.

Il ne fait aucun doute que la colonisation nous a apporté des moyens de communication modernes... mais pourquoi ? et pour qui ? Delcassé, premier titulaire du Ministère des Colonies (1894) a répondu à ces deux questions le 2 mars 1885 à la tribune de la Chambre des Députés :

"Le jour où une voie, soit ferrée, soit tour à tour fluviale et ferrée, joindra un point de la Côte du Sénégal à la Guinée Française à un point du Niger, ce jour là

non seulement vous aurez rendu toute révolte impossible, mais vous serez sûr de charrier à la côte la plus grande partie du trafic des caravanes, voilà le but à atteindre".

Pour mieux convaincre et calmer les esprits inquiets Albert Sarraut a écrit dans "La mise en valeur des colonies" - "La France peut trouver dans son empire colonial tous les métaux que travaille son industrie, mais il faut les mettre à sa portée, c'est pourquoi il convient de construire routes et voies ferrées et d'aménager fleuves et canaux".

Les services d'hygiène et de santé ? écoutons ce qu'en pensait le même Albert Sarraut :

"La participation militaire des indigènes (à la guerre de 1914-1918) a dépassé les espérances les plus optimistes. Mais cela ne saurait empêcher de regretter que la contribution coloniale eût été beaucoup plus efficace si nos forces d'outre-mer avaient été d'avance bien préparées par l'amélioration de la race et de l'individu. L'Assistance médicale et l'hygiène publique sont des tâches de longue durée qui doivent être conduites méthodiquement et sans arrêt... Toute l'oeuvre de colonisation est dominée aux colonies par la question de la main d'oeuvre... d'où nécessité d'organiser et de poursuivre... la lutte énergique contre les maladies, les épidémies, les fléaux de toutes sortes... Nécessité en un mot de conserver et d'augmenter le capital humain pour pouvoir faire travailler et fructifier le capital argent".

Pour ce qui est de l'effort scolaire, voici ce qu'en pensait Albert Sarraut, encore lui, dans une circulaire ministérielle de 1920 :

"L'instruction a d'abord pour but d'améliorer largement la valeur de la production coloniale" et concluait ainsi sa circulaire : "la réalisation d'un tel programme apparaît comme une oeuvre d'intérêt essentiellement national puisqu'il doit fournir à la Nation (colonisatrice j'entend) des moyens de redressement dont elle a l'impérieux besoin". En 1920 la France sortait de la Guerre 1914-1918.

Pour résumer tout ce que nous venons de dire, nous demanderons à Albert Sarraut de conclure :

"Mieux éclairée, désormais sur son domaine colonial, la France, organisant son avenir sur de plus puissantes bases, va demander à ses colonies et à ses protectorats des hommes pour son armée de l'argent pour alléger ses charges budgétaires, des matières premières et des produits pour son industrie, son commerce, son industrialisation, ses échanges".

Voilà la mise au point qu'il nous a semblé nécessaire de faire avant de parler de la situation actuelle.

Aujourd'hui le colonialisme portugais continue sa sordide besogne sur les peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée dite Portugaise. Ces peuples sont soumis à un régime colonial rétrograde sans cesse aggravé par le gouvernement de Salazar; sous la fiction juridique d'une soi-disant province d'outre-mer le gouvernement de Salazar organise le travail forcé, la discrimination raciale, l'obscurantisme politique et culturel. Encahiné par un système terroriste, ne laissant aucun espoir de réaliser pacifiquement leurs légitimes aspirations, ces peuples ont du recourir aux armes, comme d'autres avant eux, pour conquérir leur liberté. Bien sûr, on nous dira comme Jules Ferry "que la déclaration des droits de l'homme et du citoyen n'a pas été faite pour les nègres de l'Afrique Equatoriale" ou encore que "les races supérieures ont un droit sur les races inférieures" (Jules Ferry), cela ne nous fera pas perdre espoir, car l'Histoire nous apprend qu'aucune violence, aucune répression, aucune atteinte à la liberté n'est parvenue à briser d'une façon définitive la lutte de tout un peuple pour forger son propre devenir. Nul ne peut renverser la marche de l'Histoire, pas même Salazar.

Sûrs de cette victoire, devons-nous croiser les bras et attendre ? Nous ne le pensons pas, car il y a aujourd'hui dans le monde, dans tous les pays, des hommes qui ont risqué et risquent chaque jour leur vie et leur liberté, pour la défense de celle des autres. Nous avons le devoir de leur dire toute notre sympathie et de porter à

leur connaissance les faits suivants :

Depuis bientôt trois ans, les peuples de l'Angola, du Cap Vert, de la Guinée dite Protugaise, de Sao Tomé, de Principe et Cabinda, de l'Angola et du Mozambique mènent une lutte sans merci contre le colonialisme portugais. Le gouvernement portugais, niant l'évolution de l'Histoire intensifie la répression contre les nationalistes par l'envoi des contingents militaires et le développement de la P.I.D.E. (Police Internationale de Défense de l'Etat) organisée par le nazi Kramer, de la Gestapo. Le gouvernement portugais, à l'appui de nombreux pays ont le passé est pourtant riche en traditions démocratiques et en luttes pour la liberté de l'homme, ces pays n'hésitent pas à aider Salazar dans sa sale besogne. Ils lui procurent des armes, du matériel militaire et lui accorent leur voix à l'ONY, Salazar continue les manoeuvres : c'est ainsi qu'il vient de s'allier avec Verwoerd, Welinski et l'Union Minière du Haut Katanga pour la formation de la "White line", ligue tendant à faire du sud de l'Afrique une puissance à suprématie blanche. Cette alliance ne peut que renforcer la politique de ségrégation raciale qui sévit en Afrique du Sud où 3 millions de blancs s'imposent par la force à près de 10 millions d'hommes de couleur. Pour contenir les forces de libération qui se dressent contre les racistes d'Afrique du Sud, le gouvernement emploie tous les moyens : il emprisonne tous les leaders populaires, il tue sans vergogne : souvenez-vous de Chapperville en 1961... Durant 14 ans de pouvoir, Verwoerd cherche à assurer un régime fasciste de type hitlérien en instituant des lois barbares.

Le colonialisme et le racisme dans ces pays devraient rencontrer chez tous les hommes une égale réprobation. Hélas, on constate de plus en plus, que d'autres gouvernements soutiennent de tels crimes qui constituent assurément la honte de l'espèce humaine. Mais le jour arrive où tous les hommes se retrouveront dans un monde meilleur, un monde qu'il aura fallu bâtir dans le sang et le feu parce que aujourd'hui des hommes restent aveugles et sourds devant l'histoire.

Un Etudiant Africain DIJON

I N F O R M A T I O N

LE COMITE DE PARIS

A l'intention de ceux des camarades qui en ont exprimé le désir, nous sommes heureux de témoigner ici de l'activité de l'AEMNA en général et nous vous présentons un compte rendu des activités de quelques unes des filiales de notre association. Il est souhaitable et même nécessaire que les adhérents de province s'expriment dans ce bulletin. Tous leurs écrits seront accueillis avec une grande joie.

ACTIVITES DE QUELQUES FILIALES

T O U R S

Le nouveau bureau de l'AEMNA de la Section de Tours (56 Adhérents) n'a été élu qu'au mois de février; le travail s'en est trouvé un peu retardé. Cependant la section a célébré la journée anti-colonialiste du 21 février en collaboration avec les étudiants Africains, Asiatiques et Latino-Américains. Un meeting a été organisé ayant pour thème "l'Amitié entre les pays anciennement colonisés et ex-colonisateurs. Les représentants des organisations estudiantines et des syndicats français (AGE de Tours, UEC, Cercle Libertaire, SGEN, SNEN, FO...) y ont participé. D'autres activités sont projetées, en particulier des conférences, une représentation cinématographique. Notons par ailleurs que le 29 mars a eu lieu la soirée annuelle de la Section de Tours dans une ambiance de fraternité Nord-Africaine, à laquelle ont été conviés des représentants de plusieurs syndicats français ainsi que des camarades du Bureau de la Section de Paris.

M U L H O U S E

Deux nouvelles sections ont été créées cette année, comme celle de Mulhouse Le 28 janvier, 50 adhérents ont élu un bureau. Un programme d'activités a aussitôt été établi, comportant notamment la constitution d'une bibliothèque et des conférences, la location d'un local est à l'ordre du jour.

D I J O N

Le bureau de la Section de Dijon a été élu le 16 décembre par 30 adhérents. Entre autres activités on signale la célébration du 21 février; le Président de l'Association des Etudiants Martiniquais a exposé le problème du colonialisme à La Martinique. A la suite de cette commémoration, une brochure rédigée en collaboration avec l'AG et la FEANF a été largement diffusée. La fête projetée n'a pu malheureusement avoir lieu. Par ailleurs, lors du Congrès de l'UNEF qui s'est tenu du 7 au 13 avril, le bureau de l'AEMNA avec les responsables des organisations étrangères et notamment ceux des pays africains, asiatiques et latino-américains, que des responsables français, à une réception au cours de laquelle ont pris la parole les représentants de l'AEMNA et de la FEANF pour réaffirmer la détermination des étudiants africains pour l'abolition des vestiges du colonialisme et pour la construction d'un socialisme authentique. Le représentant de l'UNEF à Dijon a exprimé sa solidarité aux étudiants du Tiers Monde.

P O I T I E R S

Le 16 décembre 1962, la Section de Poitiers qui comprend 50 adhérents a élu un nouveau comité de 5 membres. Dès sa création, le bureau a participé aux travaux du Comité Anti-Colonialiste composé de représentants de la FEANF, de l'UGET, de l'AGEP, de l'UGEAN, du PSU, de l'UECF...; un comité de soutien aux peuples de l'Angola et de Mozambique a été constitué. L'anniversaire de l'insurrection angolaise du 4 février 1961 a été célébré; l'une des manifestations a été une conférence de presse au cours de laquelle le camarade président de la Section a fait l'intervention suivante : "Au nom du Comité Anti-Colonialiste, nous tenons à vous remercier sincèrement d'être venus manifester par votre présence dans cette salle, l'intérêt profond que vous portez au peuple angolais.

Nous tenons aussi à remercier l'AGEP et à travers elle l'UNEF pour la compréhension dont ils ont fait preuve face à ce douloureux problème car pour nous nous sentons solidaires de tous ceux qui ont identifié leur combat au nôtre.

A nos frères angolais qui ont souffert des mêmes maux dans leur chair et dans leur âme, je tiens à apporter ici le témoignage sincère et profond de notre solidarité concrète, et de notre indéfectible amitié".

Le 21 février a été également célébré. D'autres activités culturelles ont eu lieu. Une projection de films a été prévue pour le mois de mars. Les ambassades de Tunisie et du Maroc, contactées depuis le début de février, n'ont pas pu malheureusement répondre favorablement et ce malgré les interventions du Bureau de Paris, si bien que cette activité artistique qui s'inscrivait dans le cadre de la Semaine estudiantine organisée par l'AGEP a causé des préjudices au Comité de l'AEMNA de Poitiers, d'autant plus que des tracts et des affiches sont été tirés. Notons enfin que la fête de l'Aid a été célébré.

M A R S E I L L E

Composé de 5 membres, le Comité de la Section de Marseille qui comprend 50 adhérents a été élu fin décembre 1962. Plusieurs activités ont été faites. Notons la manifestation de solidarité avec les étudiants vietnamiens, victimes du régime de NGHO DIN DIEM qui poursuit sa politique répressive à l'égard des étudiants. Il s'est associé à une motion de soutien signé par, entre autres l'UGET, l'UNEM et la FEANF; voici le texte : Indigné devant les répressions continuelles que le gouvernement de la République du Vietnam exerce sur les étudiants vietnamiens en France, Considérant que l'impôt de 5/7 frappant les transferts financiers destinés aux étudiants vietnamiens en France rend leurs conditions de vie et d'études très difficiles.

Vivement ému du fait que, cette année, un certain nombre d'étudiants vietnamiens à Paris et dans plusieurs villes universitaires, notamment à Marseille, ont vu leur transfert financier supprimé pour des raisons politiques.

Condamné ces mesures antidémocratiques et inhumaines qui portent gravement préjudice à leurs études et à leur avenir.

Proteste fermement auprès de la République du Vietnam, au nom de la liberté d'opinion et de leur droit de poursuivre leurs études dans le pays de leur choix.

Affirme sa solidarité et son soutien aux étudiants vietnamiens pour leur lutte juste pour la défense de leurs droits.

"Le Chargé des filiales"

T.AMMAR